

### **Résolution sur le Venezuela**

Original : espagnol

Le Comité pour l'Amérique latine et les Caraïbes de l'Internationale Socialiste, réuni à Montevideo les 17 et 18 mai, déclare que :

L'Internationale Socialiste s'est étroitement impliquée pendant de nombreuses années dans la situation prévalant au Venezuela et a constaté avec inquiétude le délitement de sa démocratie et l'autoritarisme croissant dans l'exercice des différentes fonctions publiques du pays. L'Internationale a exprimé avec constance et de manière systématique à travers ses différentes instances, en particulier son Comité pour l'Amérique latine et les Caraïbes, son engagement pour la démocratie au Venezuela et sa préoccupation quant à son affaiblissement. En lien avec ce qui précède, l'Internationale n'a cessé de dénoncer les violations des droits de l'homme des Vénézuéliens, les restrictions à leurs libertés et droits politiques, la dégradation de leurs conditions de vie et la polarisation de leur société.

L'IS a toujours cru que les défis de la démocratie ne se relèvent qu'avec davantage de démocratie. Dès lors, nous avons salué les résultats des élections de 2015. Néanmoins, depuis l'instauration de l'Assemblée nationale en janvier 2016, le gouvernement du président Maduro s'est obstiné à ignorer la volonté souveraine, en alléguant des outrages, en bloquant des initiatives puis en convoquant l'élection de l'Assemblée constituante en faisant fi des protestations légitimes de l'Assemblée nationale.

À la veille des élections présidentielles convoquées le dimanche 20 mai, le Comité déclare qu'il n'existe aujourd'hui aucune autorité indépendante au Venezuela en charge du processus électoral. La date du scrutin a été fixée puis modifiée unilatéralement et arbitrairement, ne laissant pas de délai suffisant pour obtenir des candidatures compétitives. Des leaders politiques se trouvent dans l'incapacité de soumettre leur candidature puisqu'ils sont incarcérés, invalidés ou en exil. Il n'existe aucun moyen d'accéder librement aux moyens de communication afin de mener des activités de campagne électorale, alors qu'il est manifeste que le gouvernement abuse quotidiennement des ressources publiques pour garantir sa réélection. Aucune mission d'observation internationale crédible n'est présente et le système de vote automatisé est remis en cause depuis le scrutin de l'Assemblée constituante d'août 2017 par l'entreprise qui a fourni la technologie utilisée pour ce système. Par conséquent, le Comité n'octroie aucune légitimité aux prochaines élections du fait de l'absence de garanties minimales permettant de les qualifier de libres et justes.

À nouveau, le Comité a bon espoir que les efforts et les aspirations du peuple vénézuélien ouvriront la voie à la restauration de la démocratie dans ce pays qui permettra d'assurer un avenir de liberté et de dignité au peuple frère du Venezuela.

Le Comité réitère son appel à la libération de tous les prisonniers politiques ; au respect de l'Assemblée nationale et de toutes ses prérogatives et à la reconnaissance de l'autorité et de l'immunité des parlementaires dans l'exercice de leur fonction ; à la nomination d'autorités électorales indépendantes et à la mise en place d'un calendrier électoral qui garantit un scrutin libre, juste et compétitif dans les plus brefs délais, comptant sur une participation véritable et vaste des partis et des candidats.

Le Comité, en tenant compte de la grave crise économique à laquelle le pays fait face et de la pénurie de denrées alimentaires, de médicaments et de biens de première nécessité, lance un appel au gouvernement, à la société civile, aux organismes internationaux et à la communauté internationale à mobiliser immédiatement toute l'aide humanitaire possible pour le Venezuela.

Notre Internationale ne cessera d'appuyer la lutte pour la liberté et la démocratie du peuple vénézuélien, auquel nous adressons aujourd'hui, depuis Montevideo, toute notre solidarité.

---